

CRISE À LA C.N.T. D'ESPAGNE...

Dans le numéro de «L'Anarcho-Syndicaliste» de janvier-février 1980, nous avons publié un compte-rendu du congrès de la C.N.T. d'Espagne, auquel nous avons assisté à Madrid. Nous l'avons titré «*tumultueux, passionné, inachevé, mais positif*».

Celui-ci a été reproduit in-extenso dans «*El Combate Sindicalista*» qui est l'organe d'expression des camarades espagnols en France, favorables à la tendance qui reconnaît la validité du congrès de Madrid.

Par ailleurs, nous avons reçu une correspondance d'autres camarades, de la tendance qui réfute cette validité. Ils nous écrivent notamment: «*Nous avons lu votre compte-rendu, et vous disons que le congrès a été tumultueux, passionné, inachevé et non positif*».

Ils nous transmettent également un dossier selon lequel, d'après les chiffres qu'ils donnent, extraits des comptes-rendus officiels, le *Comité national* élu à Madrid serait minoritaire.

Nous avons eu quelques entretiens avec des camarades appartenant aux deux fractions qui se réclament de la C.N.T. Car il faut se rendre à l'évidence: il y a deux C.N.T. en Espagne, avec chacune leur Comité national propre, l'un élu à Madrid au congrès de décembre 1979, l'autre élu par une conférence nationale de syndicats et d'unions régionales en mars 1980.

Je connais personnellement des camarades appartenant aux deux parties. Ayant participé, plus ou moins selon les cas et les périodes, à un certain nombre d'activités pendant le franquisme, ayant vécu d'assez près les événements qui ont agité le mouvement en exil, il est bien connu que mes sympathies allaient aux exclus, à ceux qui se regroupèrent autour de «*Frente Libertario*».

Bien entendu, cela n'est pas suffisant pour aujourd'hui conclure péremptoirement pour les uns contre les autres. Voyons d'un peu plus près.

Les camarades qui ont réfuté le congrès de Madrid, nous disent: «*Nous ne condamnons pas les résolutions d'orientations du congrès (nous les approuvons pratiquement toutes), mais la procédure de fonctionnement de celui-ci. Il s'est déroulé anormalement, dans des conditions qui n'ont pas permis une vraie discussion. C'est pour cette raison que la majorité des syndicats ont décidé de ne pas le reconnaître. Nous avons donc désigné un nouveau Comité national, que nous chargeons d'organiser un autre congrès, qui aura lieu au mois de juillet. Nous avons été acculés à cette situation par l'intransigeance, les méthodes, la violence de la F.A.I., qui constituée en fraction, prétend tout contrôler tout diriger*».

Quant aux camarades du Comité national «*officiel*», celui de Madrid, dont le secrétaire est J. Bondia, leur position est extrêmement tranchée. Ils accusent les «*impugnadores*» (1) de porter un coup fatal à l'organisation. Ils déclarent être les seuls représentants qualifiés de la C.N.T., ils condamnent violemment comme «*scissionnistes issus du verticalisme*», ceux qui sont à l'initiative de la rupture. Ils contestent formellement l'accusation d'être aux ordres de la F.A.I.

Pour compléter ce résumé de la situation, il faut indiquer qu'une conférence de militants en exil, du courant «*Frente Libertario*» s'est tenue à Narbonne. Les responsables d'Unions régionales et le Comité national contestataire y participaient pour informer la conférence. Les deux parties étaient invitées. Car dans l'esprit des organisateurs de la conférence, il était question de faire des propositions appelant à la raison les deux tendances en leur demandant de cesser les campagnes de dénonciations réciproques et de rechercher la mise en place d'un processus permettant de renouer les fils cassés.

Selon nos informations, cela n'a pas été possible car la délégation du Comité national issu du congrès de Madrid, acceptait de rentrer dans la salle de réunion à condition que les autres en sortent.

Voilà donc, résumé, mais je pense fidèlement rapporté, l'état actuel de la C.N.T. Nous ne parlerons pas en détail des multiples incidents qui ont émaillés ces derniers mois, y compris les attaques et les affrontements physiques, ni des innombrables communiqués accusateurs réciproques.

La relation que nous faisons des événements n'est pas plaisante, et les militants qui lisent notre journal en retireront peut-être beaucoup d'amertume. Mais nous n'avons rien à cacher, et déjà dans notre numéro de janvier-février, nous écrivions, parlant des affrontements du congrès de Madrid: «*Ces affrontements, ces discussions passionnées sont à la mesure de l'enjeu que représente la construction d'une organisation de classe, indépendante, révolutionnaire, qui prend sa source dans l'anarchisme militant au sein du mouvement ouvrier et qui justement à cause de cela, doit aussi répondre aux nécessités de la lutte revendicative quotidienne*».

Nous n'avions pas prévu que les divergences fortement accusées, entraîneraient une cassure aussi rapide. La C.N.T. déjà aux prises avec de multiples difficultés pour se reconstruire, se trouve donc considérablement affaiblie par sa crise interne et incapable en tant qu'organisation, de jouer un rôle dans le processus de la lutte des classes en Espagne.

Ce qui ne signifie pas pour autant que ce processus est arrêté parce que la C.N.T. n'intervient pas. La lutte des classes, l'action revendicative, obéissent à d'autres règles, à d'autres lois que celle de l'existence de telle ou telle organisation. Disons simplement que l'absence de la C.N.T. de la lutte sociale, n'empêchera pas cette dernière de se développer. Par contre, en Espagne comme ailleurs, l'inexistence d'une forte implantation anarcho-syndicale permettra aux étatistes de tous bords de récupérer et d'orienter à leur façon, et à leur profit, toute action spontanée de la classe ouvrière.

En Espagne, l'acquis historique de l'anarcho-syndicalisme militant dans la C.N.T. permettait de penser que les militants sauraient mettre à profit l'après-franquisme pour réinstaller, sinon majoritairement, du moins solidement, leur organisation dans la classe ouvrière.

Dans quelques numéros de ce journal nous avons exprimé à plusieurs reprises un certain nombre d'opinions concernant les écueils qu'à notre avis, il fallait éviter. Parce nous sommes anarcho-syndicalistes, nous n'entendons pas nous poser en censeurs et prétendre que notre opinion est la seule valable. D'autre part, nous n'admettrons pas que l'on nous dise: «*Cela ne vous regarde pas, vous n'y connaissez rien, nous sommes en Espagne et ici ce n'est pas comme ailleurs!*». La reconstruction d'une C.N.T. influente en Espagne nous concerne tous, car elle aurait une répercussion certaine, au moins en Europe occidentale, sur l'ensemble du mouvement ouvrier et l'échiquier syndical européen.

Cette préoccupation, aussi importante que celle de s'implanter en Espagne, aurait dû peser lourd dans l'analyse des camarades, comme aurait dû peser lourd également que trop d'intérêts, et pas des moindres, convergent pour que l'anarcho-syndicalisme organisé disparaisse d'Espagne. Pour au moins ces deux raisons, les militants des deux grands courants qui s'en réclament, auraient dû commencer par faire l'effort d'indispensable compréhension qui fait défaut.

Les anathèmes, les condamnations, les injures, les violences physiques, les rancœurs du passé et de l'exil, les règlements de compte sur les responsabilités pendant la révolution de 1936-1939, l'incontestable volonté de domination des uns sur les autres, tout cela et j'en passe, doit être mis entre parenthèses, pour que les camarades se consacrent à la tâche urgente, prioritaire: construire des syndicats, les faire fonctionner, à partir des quelques principes clairs de l'anarcho-syndicalisme, que les deux parties affirment reconnaître et accepter!!!

Nous avons reçu la «*déclaration de principe*» des camarades qui ne reconnaissent pas le secrétariat de Madrid. Ces mêmes camarades annoncent qu'ils convoquent un «*congrès de la C.N.T.*» dans la deuxième quinzaine de juillet 1980. Congrès déjà récusé par l'autre tendance.

De la même façon que nous avons observé celui de Madrid, de la même façon que nous avons déjà dit ce que nous pensions, de ses résolutions, nous dirons ce que nous pensons des orientations qui sortiront du congrès qui aura lieu à Valence.

Pour l'instant, nous exprimons notre vive Inquiétude par rapport à la situation générale.

Dans «*L'Anarcho-Syndicaliste*» de janvier-février 1980, j'écrivais: «*La C.N.T. a survécu au franquisme, elle doit être capable de surmonter ses propres faiblesses!*».

Si je me suis trompé, le prochain article sur la C.N.T. d'Espagne pourrait s'intituler: «*Pour qui sonne le glas?*».

Jo. SALAMERO
(27-06-1980)

(1) Du verbe *impugnar*: réfuter.